

“



De l'Économie

GRANDES QUESTIONS ÉCONOMIQUES #2

- **LES DEUX GRANDS DÉFICITS DE LA FRANCE : JUSQU'À QUAND ?**

- Avec Philippe Narassiguin



De l'Économie

“

LES DÉFICITS PUBLICS CUMULÉS DE LA FRANCE



LES DÉFICITS PUBLICS CUMULÉS DE LA FRANCE

(Source : INSEE – TEF 2020)



Définition du solde public =

Solde budgétaire de l'État + Solde budgétaire des administrations de sécurité sociale +
Solde budgétaire des collectivités territoriales

(C'est donc une somme algébrique).

- Solde public positif → Excédent public
- Solde public négatif → Déficit public

La France ne connaît depuis plus de 40 ans que des déficits publics

→ Accroissement de la dette publique.

Traité de Maastricht : le ratio déficit public sur le produit intérieur brut (PIB)
ne doit pas dépasser 3%.

France (Ratios déficit public sur PIB)

2015 : - 3,6%

2016 : - 3,5%

2017 : - 2,8%

2018 : - 2,5%

2020 : - 9,2%

(plus de trois fois le ratio autorisé) → Le ratio dette publique sur PIB passera de **98%** au 31 décembre 2019 à **118%** en 2021 du PIB au 31 décembre 2021 (estimation)

Comparaison européenne (2018)

Allemagne : + 1,9%

Autriche : + 0,2%

Pays-Bas : + 1,5%

Danemark : + 0,8%

Pologne : - 0,2%

Bulgarie : + 1,8%

République Tchèque : + 1,1%

Les excédents publics cumulés → Diminution de la dette publique



De l'Économie

“

STRUCTURE DES DÉPENSES PUBLIQUES



STRUCTURE DES DÉPENSES PUBLIQUES

(2018 en %)



- Protection sociale : **42,7%**
- Santé : **14,5%**
- Enseignement : **9,1%**
- Services publics : **11%**
- Défense : **3,1%**



La structure des dépenses publiques explique très largement les déficits cumulés de la France.



De l'Économie

“

**LES DÉFICITS
CUMULÉS DE LA
BALANCE
COMMERCIALE
(2018)**



LES DÉFICITS STRUCTURELS DE LA BALANCE COMMERCIALE (2018)

Définition de la balance commerciale =

Exportations de marchandises – Importations de marchandises

- **Depuis 2004**, on assiste à une détérioration structurelle et importante de la balance commerciale française. En moyenne des déficits compris entre **-40 milliards d'euros** et **-60 milliards d'euros**.

- **En 2018** (balance commerciale – CAF-FAB) : **- 81,8 milliards d'euros**.

Déficit commercial avec l'Europe : **-45,1 milliards d'euros**

Dont

Allemagne : - 15,7 milliards d'euros

Pays-Bas : - 7,6 milliards d'euros

Italie : - 6,7 milliards d'euros

Belgique : - 5,1 milliards d'euros

avec l'Asie : **-33.6 milliards d'euros** (**Chine : -30.7 milliards d'euros**)

LES DÉFICITS STRUCTURELS DE LA BALANCE COMMERCIALE (2018)



- ➔ Perte de compétitivité et effondrement de nos exportations.
- ➔ Suppression de 2 millions d'emplois industriels en 20 ans.
- ➔ Perte de recettes fiscales traditionnelles (Effondrement du tissu productif français).
- ➔ Changement dans la structure des recettes fiscales marquée par un alourdissement de la pression fiscale (cf. Poids des prélèvements obligatoires en France).



De l'Économie

“

STRUCTURE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU



STRUCTURE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU



*Impôt sur le revenu (Total 2018 : **254,5 milliards d'euros**)*

-Impôt sur le revenu proprement dit : **73,8 milliards d'euros** (29%)

-CSG : **125,3 milliards d'euros** (49,2%)

-Remboursement de la dette sociale (RDS) : **7,5 milliards d'euros**

→ Le montant de la contribution sociale généralisée (CSG) représente désormais **1,7 fois plus** que celui de l'impôt sur le revenu proprement dit.

→ Avec la désindustrialisation, la part des Français ne payant plus l'impôt sur le revenu (IR) est devenu largement majoritaire. Près de **57% des Français** ne paient plus l'IR.
Années 1970 (moyenne) : **65% des Français** payaient l'IR.

CONCLUSION

Les deux grands déficits de la France ont entraîné une explosion de la dette publique et une forte désindustrialisation. Le poids du remboursement de la dette publique réduit les investissements publics et la marge de manœuvre de l'État.

Cela se reflète dans le nombre total de chômeurs, dans le changement de notre structure fiscale et également dans l'utilisation de la dette publique. Celle-ci est affectée au paiement des charges de l'État et non à la création de richesses, source de croissance économique réelle et d'augmentation du niveau de vie.